

ARRÊTÉ

INSTRUCTION
Métropole-Rouen-Normandie
Pôle de proximité Plateaux-Robec

N. REF: AH/SD
Tél : 02.35.52.48.20

DECISION ET SIGNATURE
Commune de Bois-Guillaume

Hôtel de Ville
31 place de la Libération
76230 BOIS-GUILLAUME
Tél. : 02 35 12 24 40 - Fax. : 02 35 12 24 90
contact@ville-bois-guillaume.fr
www.ville-bois-guillaume.fr

SERVICE VOIRIE

ARRETE N° 2022/233_ST-P

Du 14 septembre 2022

OBJET : Matérialisation d'une interdiction de stationner

Rue Louis Pasteur

Le Maire de la commune de Bois-Guillaume

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2213.1 et suivants,
- Le Code Pénal et notamment ses articles R.610-5 et suivants, R.321-1 à R.321-12, R.633-1 à R.633-5 et R.635-3 à R.635-7.
- Le Code de la Route, et notamment son article R.417-9

Considérant

Qu'il est nécessaire d'interdire le stationnement des véhicules, le long de la bordure, côté impair, rue Louis Pasteur 76230 Bois-Guillaume, pour faciliter le passage des camions de collectes des déchets.

ARRETE

ARTICLE 1 :

Rue Louis Pasteur à partir de l'intersection avec la rue des 4 amis, coté impair

- Une interdiction de stationner sera matérialisée par un marquage jaune sur une longueur de 15 ml.

Article 2 :

Les dispositions du présent arrêté seront applicables à compter de la mise en place de la signalisation réglementaire par les services de la Métropole-Rouen-Normandie.

Les infractions seront constatées par des procès-verbaux et poursuivies conformément à la loi.

Article 3 :

M. le Directeur Général des Services de la Ville de BOIS-GUILLAUME,
M. le Directeur des Services Techniques,
M. le Contrôleur Général de la Sécurité Publique,
M. le Chef du Service de Police Municipale de BOIS-GUILLAUME,
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Dont une ampliation sera transmise à la Métropole Rouen Normandie :

Service des Déchets Ménagers et Assimilés,
Service des Transports,
Direction de l'Assainissement.

Fait à Bois-Guillaume, le

Théo PEREZ

Maire

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif préalable exercé dans un délai de deux mois à compter de sa notification, éventuellement suivi d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de ROUEN, en application des articles R 421-1 et R 421-2 du Code de justice administrative, dans un délai de deux mois à compter, soit de la réponse de l'administration, soit de la décision implicite de rejet de cette dernière.

